

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire/ Unité Coordination et Expertise Communautaire et Contrôles externes

N° appel à candidature : 20399	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille réglementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.

Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :

- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Réglementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le poste de chargé.e de mission sera rattaché au pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes ». Ce pôle a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille réglementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Prendre en charge et mener à bien les travaux de coordination relatifs à la notification à l'OLAF des irrégularités relevant du FEAGA et au suivi des suites relatives aux contrôles a posteriori du R (UE) n° 1306/2013
- Participer aux procédures de contrôles croisés du double financement entre le FEAGA/FEADER
- Etre le référent pour le service pour la préparation et le suivi des Comités de gestion de la DG AGRI auxquels participe la Mission Affaires Européennes et Internationales de FranceAgriMer (hors questions horizontales, stockage public privé, PHA1 et cultures arables)
- Assurer la relecture des décisions de gestion dans le cadre de la mise en œuvre des dispositifs d'aide relevant du FEAGA en collaboration avec l'unité des affaires juridiques

Missions et activités principales :

- Etablir les communications à l'OLAF relatives aux irrégularités relevant du FEAGA
- Etablir les mises à jour trimestrielles relatives aux suites données aux résultats des contrôles a posteriori du titre V, ch. III du R. (UE) n° 1306/2013 et les communiquer au Secrétariat de la CICC
- En collaboration avec la Direction Interventions de FranceAgriMer, piloter les contrôles croisés FEAGA/FEADER : participer aux réunions en lien avec le COMOP HSI GC et répondre aux sollicitations des régions ;
- Organiser et assurer la préparation et le suivi des travaux des Comités de gestion pour le service dans le domaine d'activité et diffuser l'information en interne
- Veiller à la conformité aux réglementations européennes des projets de décisions de gestion des dispositifs d'aide FEAGA
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité
- Participer aux réunions internes et externes dans le domaine d'activité

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne...)

En externe : Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC), Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC, Autorités de gestion du FEADER.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole
- Capacité à expertiser et analyser des textes réglementaires
- Connaissances en matière de comptabilité publique

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à privilèges³ :	Oui	Non x
Personnes à contacter		
<p>Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire, 01.73.30.31.80 benjamin.thywissen@franceagrimer.fr Laura SAUVAIN HOVNANIAN, cheffe de l'unité Coordination et Expertise européennes 01.73.30.20.09 laura.sauvain-hovnanian@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p>		
Conditions de travail		
<p><i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i></p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p>		
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/07/2022		
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 		

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.